Norois

Environnement, aménagement, société

195 | 2005/2

**L'appropriation de l'espace : sur la dimension spatiale
des inégalités sociales et des rapports de pouvoir**

S'approprier l'espace... ou contester son appropriation ?

Une vue des mouvements sociaux contemporains

*Appropriating space... or disputing space appropriation ? A contemporary
overview of social movements*

Fabrice Ripoll

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/norois/489>

DOI : 10.4000/norois.489

ISBN : 978-2-7535-1543-7

ISSN : 1760-8546

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2005

Pagination : 29-42

ISBN : 978-2-7535-0123-2

ISSN : 0029-182X

Référence électronique

Fabrice Ripoll, « S'approprier l'espace... ou contester son appropriation ? », *Norois* [En ligne], 195 | 2005/2, mis en ligne le 06 août 2008, consulté le 14 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/norois/489> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/norois.489>

Ce document a été généré automatiquement le 14 janvier 2022.

© Tous droits réservés

S'approprier l'espace... ou contester son appropriation ?

Une vue des mouvements sociaux contemporains

Appropriating space... or disputing space appropriation ? A contemporary overview of social movements

Fabrice Ripoll

NOTE DE L'ÉDITEUR

Cet article a été reçu le 22 décembre 2004 et définitivement accepté le 23 mai 2005.

- 1 On ne peut pas dire que l'action collective, les mouvements sociaux, les différentes formes de militantisme (syndical, politique, associatif) soient des objets réellement explorés par la géographie (même sociale). De façon symptomatique, ces différents termes n'apparaissent pas dans les dictionnaires les plus récents de la discipline, seul le terme *conflit* trouvant éventuellement une petite place. Symétriquement, si depuis une dizaine d'années les travaux sur l'action collective connaissent un développement sans précédent en France, l'espace est loin d'être exploré de façon approfondie et systématique par ses spécialistes – qu'ils soient sociologues, politistes, historiens ou économistes.
- 2 Il semble donc important d'essayer de combler cette lacune en reprenant l'hypothèse maintenant classique que l'espace (compris comme cadre physique) est nécessairement l'enjeu de rapports sociaux, rapports de pouvoir éclatant parfois en véritables conflits ou guerres (Frémont *et al.*, 1984 ; Lacoste, 1976) ; mais surtout, plus largement, que chaque terme de tout mouvement social *a nécessairement une dimension spatiale non négligeable* (au sens strict)¹. L'émergence et le déroulement d'une mobilisation, les soutiens comme les résistances, les organisations et leurs revendications, les alliances et les divergences, les stratégies comme les tactiques, les actions dans leurs différentes formes... ont leurs espaces (ou espaces-temps), leurs contextes, leurs positions

relatives, leurs distances ou proximités, leurs échelles, etc. La dimension spatiale peut ainsi être interrogée comme une condition à la fois contraignante et « habilitante » de l'action collective, et l'espace être considéré non seulement comme enjeu mais aussi comme moyen et modalité des mouvements ou conflits sociaux.

- 3 L'une des façons d'avancer dans cette problématique peut être de chercher à déterminer la place de l'appropriation de l'espace dans les mouvements sociaux. Deux questions sont ici abordées pour dégager quelques hypothèses et pistes de lecture (à grands traits il faut l'avouer) : quelle est la place de l'appropriation de l'espace dans les enjeux et revendications explicites des mouvements sociaux (contemporains) – et notamment les mouvements dits « altermondialistes » ? L'appropriation de l'espace ne peut-elle pas être aussi une modalité, un moyen, une ressource de l'action ?

L'appropriation du Monde, enjeu incontournable des mouvements sociaux dits « altermondialistes » ?

« Il est vrai que l'appropriation, si elle contribue à l'« être » de l'individu et de la collectivité, est la principale source des conflits » (Brunet *et al.*, 1993).

- 4 Sans doute peut-on affirmer que l'histoire des collectivités humaines est traversée de guerres et conflits sociaux liés à l'appropriation de la planète et de ses ressources, comme espace de vie, moyens de subsistance (et pour certains d'abondance), mais aussi comme lieux sacrés ou symboliques. Et rien ne permet d'affirmer que la Modernité ait mis un frein à cette violence. Bien au contraire. Déclaration universelle des Droits de l'homme ou pas, les appropriations armées, les diverses formes de colonisation, les génocides, les « épurations ethniques » et autres déplacements massifs de populations sont des faits majeurs du monde contemporain. Les dernières décennies ont vu naître de multiples États, fruits de l'exportation du modèle européen, de l'explosion de l'URSS ou d'autres États préexistants, des guerres elles-mêmes ou encore de revendications indépendantistes ou nationalistes victorieuses. L'actualité journalistique ou des revues scientifiques comme *Hérodote* ou *Cultures et conflits* se font un large écho de ces multiples situations souvent dramatiques qui font douter d'une « dégéopolitisation » imminente du Monde (Lévy, 1996) – aussi souhaitable soit-elle.
- 5 Sans doute aussi le contexte actuel est-il sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Mais la « mondialisation », celle de l'économie et surtout des marchés financiers, peut-elle sérieusement être considérée comme synonyme de pacification ? L'ouverture radicale des frontières, l'universalisation d'une concurrence dérégulée et débridée, favorise-t-elle réellement « l'allocation optimale des ressources » voire l'harmonie universelle, comme le prétend la théorie économique néo-classique (libérale) ? Ou bien entraîne-t-elle à l'opposé, comme le défendent des économistes non libéraux, pour certains directement engagés dans la lutte politique, une augmentation des inégalités et même de la misère (et notamment parce l'appropriation privée des richesses par les firmes multi- ou transnationales, par certains États et catégories sociales, se traduisent par une privation relative voire absolue pour tous les autres)² ?
- 6 Quoi qu'il en soit, ce débat montre que l'appropriation militaire et économique de la surface terrestre et de ses ressources ne peut pas ne pas être un enjeu majeur des

mouvements sociaux contemporains, *a fortiori* ceux qui se pensent « altermondialistes ».

Le capitalisme, ou la propriété privée faite système... - Monde

- 7 Instruments de guerre et de domination à l'extérieur, les États modernes revendiquent le monopole de la violence légitime sur leur territoire, lui-même inséparable du monopole fiscal qu'il permet et qui le finance en retour (Élias, 1990). Mais cela ne veut pas dire qu'ils règlent définitivement la question de l'appropriation de la nature ou de l'espace, ni qu'ils évitent les confrontations parfois violentes en leur sein, entre groupes d'intérêts antagoniques ou contre leurs propres pouvoirs et monopoles. La montée en puissance de la bourgeoisie et le développement du capitalisme, qu'elle sert autant qu'il la sert, n'y sont d'ailleurs pas pour rien. Il n'est de secret pour personne que « l'accumulation initiale » fut synonyme non seulement de pillage, de colonisation et d'esclavage organisés à l'échelle internationale, mais aussi d'exploitation puis d'expropriation massive des familles paysannes des sociétés européennes – la Grande-Bretagne et ses célèbres « enclosures » initiant le processus (Marx, 2001 ; Beaud, 1990). Inversement, si la France a tardé dans sa révolution industrielle, si elle a dû faire appel si souvent à l'immigration, c'est, entre autres raisons, le fruit d'une résistance plus forte des paysans (et « artisans ») au déracinement et à la prolétarianisation. Et celle-ci est incompréhensible sans prendre en compte la persistance de communaux ainsi que d'une petite propriété foncière permettant l'autosubsistance ou, tout au moins, un appoint non négligeable pour les ouvriers-paysans ou paysans-ouvriers très nombreux jusqu'à l'après Deuxième Guerre mondiale (Noiriel, 1986)³.
- 8 Travail épuisant, mal payé et souvent risqué, à l'usine comme à la mine : on n'est jamais devenu ouvrier « par gaîté de cœur » (Dubet, 1992). Mais pour la majorité, on a bien fini par le devenir. Là où se développent l'État moderne et le capitalisme, l'industrialisation et l'urbanisation, les revendications des mouvements « populaires » restent largement liées aux conditions économiques d'existence, mais, tout comme les travailleurs (et travailleuses) qui les portent, beaucoup d'entre elles se détachent progressivement de la terre : révoltes de la faim ou contre les impôts, conflits du travail (sur le salaire, le temps de travail, les conditions de travail, etc.), conquête et défense de dispositifs de redistribution (assurance chômage, assurance maladie, retraites, etc.) (Castel, 1995 ; Castel et Haroche, 2001 ; Tilly, 1986). Pour autant le « long XIX^e siècle », siècle de révoltes et de révolutions courant de la Révolution française à la Première Guerre mondiale, pose la question de la propriété à l'échelle de la société tout entière. C'est surtout que la propriété est devenue un droit fondamental, peut-être le plus fondamental d'ailleurs, divisant la société en propriétaires et non-propriétaires. Car, comme l'a souligné Tocqueville, si la Révolution a « abattu tous les privilèges et détruit tous les droits exclusifs, elle en a pourtant laissé subsister un, celui de la propriété [et] il n'y a guère à douter qu'un jour c'est entre ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas que s'établira la lutte politique ; que le grand champ de bataille sera la propriété et que les grandes questions politiques auront trait à des modifications plus ou moins profondes apportées au droit des propriétaires⁴ ». Avec ou sans Marx, les débats sur les classes sociales et les multiples formes de propriété (individuelle, commune, sociale, municipale, associative, étatique, etc.) bouillonnent dans la seconde moitié du XIX^e siècle et donnent naissance à de multiples doctrines en « istes », qu'elles soient révolutionnaires ou réformistes (Ory, 2000). Mais c'est surtout la fameuse

« propriété des moyens de production », portée notamment par divers courants marxistes, qui devient la question politique centrale de ce que l'on a coutume de nommer « le mouvement ouvrier ». Et comme l'on sait, c'est la forme étatique qui prendra le dessus dans les décennies suivantes.

- 9 Après avoir vu s'entretuer les nationalismes et impérialismes concurrents, puis les fascismes et anti-fascismes, dans deux guerres mondiales battant tous les records de barbarie, le « court ^{xx}e siècle », âge des extrêmes selon E. J. Hobsbawm (1999), voit ensuite s'affronter plus ou moins « froidement » les systèmes capitalistes et collectivistes (étatiques), jusqu'à ce que l'effondrement des seconds laisse les tenants du premier jouir de leur triomphe à l'échelle mondiale... avant d'être à nouveau contestés. Pour certains, le siècle s'achève ainsi avec la chute du Mur de Berlin et de l'URSS, laissant aux contestataires la responsabilité d'inventer un autre monde sans répéter les mêmes erreurs et, notamment, sans se satisfaire d'un simple transfert de propriété juridique des bureaucraties privées aux bureaucraties d'État (Castoriadis, 1973, 1999). C'est en tous cas de cette façon que beaucoup de militants semblent percevoir la situation à la fin du siècle. Au sein des mouvements « altermondialistes », on commence ainsi à poser la question de la propriété, tout en cherchant à le faire en des termes nouveaux : on défend les « services publics » ou l'« appropriation sociale », on parle de « biens publics mondiaux », de « biens communs » de l'humanité, pour s'opposer à la logique de privatisation et de « marchandisation du monde » (des richesses, de la nature, du vivant, des savoirs, etc.) ; on va même jusqu'à redéfinir ce que l'on doit entendre par « richesses⁵ ». La thématique de l'appropriation est omniprésente : ATTAC n'a pas peur d'indiquer dans sa plate-forme qu'« il s'agit tout simplement de se réapproprier ensemble l'avenir de notre monde » (Attac, 2000) ; pour C. Aguiton, militant internationaliste « multi-casquettes » (SUD-PTT, LCR, AC !, Marches européennes contre le chômage, ATTAC), « le monde nous appartient » (Aguiton, 2001).

Les paysans contre la « marchandisation du monde »

- 10 Si les « classes moyennes » se sont fortement développées dans les sociétés dites « post-industrielles » et si la finance domine l'économie mondiale, les ouvriers et surtout les paysans restent des groupes socio-professionnels majeurs à l'échelle de la planète. La propriété de la terre et des ressources, le droit de jouir des fruits de son travail, l'autosubsistance, etc., restent des enjeux primordiaux qui les concernent au premier chef. Pour la plupart, il s'agit tout simplement de survivre. Loin d'être négligeables et oubliées, les luttes des paysans sont souvent présentées comme un pilier de la lutte contre la mondialisation capitaliste ou néolibérale, et leur « expropriation » est fortement dénoncée. Pour Vandana Shiva, philosophe indienne, les multinationales dépossèdent les paysans : « Les politiques de brevets sont du pillage organisé. On vole nos ressources génétiques pour nous les revendre sous forme de brevets » (citée par Losson et Quinio, 2002). Pour Éric Toussaint, président du CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde), « en matière de propriété de la terre, le FMI et la Banque mondiale ont lancé une offensive de longue haleine visant à faire disparaître toute forme de propriétés communautaires. C'est ainsi qu'ils ont obtenu la modification de l'article de la Constitution mexicaine protégeant les biens communaux (appelés *ejido*). Et un des grands chantiers sur lequel travaillent aujourd'hui ces deux institutions est la privatisation des terres communautaires ou étatiques en Afrique subsaharienne... (Collectif, 2000).

- 11 Parce qu'elle remet en cause les acquis de la Révolution, cette réforme de la Constitution mexicaine a sans doute été le principal détonateur dans le soulèvement des communautés indigènes et du mouvement zapatiste au Chiapas le 1^{er} janvier 1994 (Baschet, 2002). Depuis la « Rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme » qu'ils ont organisée en 1996 et qui a réuni plus de 3000 participants venus de 40 pays, les zapatistes font définitivement figure de pionniers du mouvement de contestation de la mondialisation. Au Brésil, une première Marche sur Porto Alegre est organisée en 1996 pour unifier les plus démunis. En 1998, elle se transforme en « Marche des Sans » et rassemble des dizaines de milliers de personnes (sans emploi, sans salaire, sans toit, sans terre, sans pain, etc.). En 1999, elle prend une ampleur nationale et devient la « Marche des Cent Mille » contre le gouvernement et le FMI. « Le MST, Mouvement des Sans Terre, a joué durant ces années un rôle important de lutte contre le gouvernement Cardoso, en occupant des terres improductives, en donnant le ton dans le débat sur le non paiement de la dette extérieure et en appuyant les luttes qui cherchent à résister et à combattre le néolibéralisme⁶. » Très logiquement, ils ont tenu une place de premier rang lors des Forums sociaux mondiaux (FSM) de Porto Alegre.
- 12 Il n'est pas jusqu'au « Nord » où les paysans jouent un rôle majeur dans le développement de la contestation (Duclos, 2002). En France, José Bové n'a plus besoin d'être présenté. Depuis le « démontage » ou « saccage » du MacDonald's (selon la position politique des commentateurs) de Millau, il fait figure d'emblème pour l'ensemble du mouvement, bien au-delà de la Confédération paysanne dont il fut le porte-parole le plus médiatisé. Avec la lutte contre les OGM et l'agriculture productiviste, c'est non seulement la « malbouffe » qui est dénoncée, mais aussi l'appropriation du vivant et la dépossession des paysans (Bové et Dufour, 2001 ; Bové, 2002). Et quand des organisations du « Nord » et du « Sud » (dont la Confédération paysanne et le MST) se sont rejointes en 1993 pour former Via Campesina, la première Internationale paysanne, leur revendication centrale fut plus explicitement encore : la « souveraineté alimentaire⁷ ». Sans aller jusqu'à remplacer le mouvement ouvrier dans la théorie ou le cœur de tous les contestataires, les paysans (pauvres) du monde entier sont proches d'être les principales figures héroïques du mouvement « altermondialiste ». Par l'intermédiaire des questions d'alimentation et d'environnement, enjeux de société et non catégorielles, les « classes moyennes urbaines salariées » trouvent en eux des alliés non négligeables, et réciproquement. Des alliances se tissent progressivement qui posent d'une façon inédite les rapports à la terre... et à la Terre.

Des défenseurs de l'environnement aux « sans-logis »

- 13 Car tout enjeu n'est pas qu'une question de moyen de production ou de niveau de vie (Crettiez et Sommier, 2002). Dans les années 1970, ceux que l'on appelle les « nouveaux mouvements sociaux » ont pu être qualifiés de « post-matérialistes » : la subsistance étant assurée, les classes moyennes pouvaient ainsi se tourner vers d'autres types de revendication (Fillieule et Péchu, 1993 ; Neveu, 2002). Les revendications écologistes, féministes, homosexuelles, etc., ont ainsi posé la question de l'intérêt général, des identités sociales ou des droits, selon d'autres optiques que le mouvement ouvrier. Mais aujourd'hui, l'adversaire constitué comme tel par beaucoup de ces militants – et l'on sait que définir un adversaire est une condition essentielle dans la construction d'un

mouvement social (Touraine, 1978) – est bien le même que pour les paysans ou autres groupes engagés dans les grands rassemblements « altermondialistes » : un système et des politiques économiques considérés comme non démocratiques et *comme* remettant en question jusqu'à la vie sur Terre. Peut-on considérer que les revendications écologistes, liées à la protection de l'environnement, à la défense du cadre de vie ou du patrimoine (celles que l'on qualifie parfois un peu rapidement de « phénomène NIMBY »), ou encore celles des « casseurs de pub », relèvent d'une volonté de s'approprier l'espace ? Ou, au contraire, de contester son appropriation ? Nul doute que les critiques croissantes du « productivisme », voire du « développementisme » (Latouche, 2004), dénoncent la volonté toute cartésienne de devenir « maître et possesseur de la nature », et qu'elles visent aussi bien les capitalistes-libéraux que les marxistes ancienne manière. Elles ne peuvent en tout cas que croiser la question de son usage ou de sa valorisation... et s'affronter elles aussi à la logique marchande et, plus concrètement encore, à la propriété juridique. Les fauchages de maïs transgéniques, par des paysans de la Confédération paysanne mais aussi des membres d'autres groupes sociaux et organisations, réprimés par la justice française au nom de la propriété privée, sont à bien des égards exemplaires de cette situation. Pour se défendre et expliquer leur geste, c'est l'intérêt général remis en cause par la dissémination incontrôlée des OGM qui est invoqué par les militants, alors que José Bové défend l'idée d'une « désobéissance civique » (non violente).

- 14 D'autres groupes, moins dotés en diverses ressources sociales, se heurtent aux droits de propriété sur l'espace, plutôt urbain cette fois-ci : les « sans-logis » ou « mal-logés », qui ne sont pas l'apanage des pays pauvres. L'appropriation de l'espace de résidence, l'accès à un « toit », est depuis longtemps un enjeu important des débats politiques voire de luttes sociales plus ou moins larvées. Régulièrement, l'urbanisation plus ou moins sauvage aidant, la « question sociale » a ainsi pris la figure de la « question du logement » et les luttes se sont faites « urbaines » (Castells, 1975). En France, sa dernière irruption date du tournant des années 1990 alors que la crise du logement débute dans la décennie précédente (Havard-Duclos, 2000 ; Péchu, 2002). Cela « commence » avec le Comité des mal-logés (CML), créé en 1987 suite à l'incendie criminel de plusieurs hôtels meublés abritant des familles majoritairement immigrées durant l'hiver précédent. Le CML multiplie les actions, notamment dans la capitale, et revendique un droit au logement décent pour les travailleurs et les chômeurs dont le loyer n'excéderait pas 20 % des revenus, ce qui suppose la fin des expulsions sans relogement. Une scission donne naissance en 1990 à Droit au logement (DAL) qui cherche à multiplier les soutiens (associations comme AC !, syndicats comme SUD, personnalités comme l'abbé Pierre ou Léon Schwartzberg, voire partis politiques mais tout en gardant son indépendance), à médiatiser les actions et aller au tribunal pour défendre l'application de la « loi de réquisition⁸ ». Les actions menées conjointement par le DAL et le CDSL (Comité des sans logis, créé en 1993 pour les célibataires) vont ensuite monter en puissance jusqu'à réussir à mettre la question sur l'agenda politique. Grâce à de nouvelles occupations de logements vacants au 7 rue du Dragon, ainsi qu'une grande manifestation « contre les exclusions et la précarité » (entre 20 000 et 30 000 personnes le 8 avril 1995), le thème finit par prendre le devant de la scène pendant la campagne présidentielle de 1995, poussant le candidat Chirac à dénoncer la « fracture sociale » (Chauvière et Duriez, 1995). Surtout, les réquisitions de plusieurs dizaines puis plusieurs centaines de logements vont alors être décidées... sur les centaines de milliers de logements vacants que compte le territoire français.

- 15 En revendiquant l'application du droit pour toutes et tous d'avoir un logement décent, les « sans-logis » ou « sans-toit » de France ou d'ailleurs ne demandent-ils pas de pouvoir s'approprier une place minimale dans l'espace social ? D'ailleurs, ce n'est pas pour rien si la majorité des adhérents de DAL et plus généralement des mal-logés sont des immigrés, dont beaucoup sont originaires d'Afrique noire, sans-papiers pour certains. Les associations comme les spécialistes soulignent le lien très fort qui existe entre les conditions de logement et les autres formes d'exclusion ou, plus précisément, d'inégalité et de discrimination. Les règles juridiques et la couleur de la peau s'ajoutent au manque de ressources financières pour interdire toute appropriation de l'espace, et rejeter les plus démunis vers les espaces interstitiels ou périphériques, les plus dégradés, ceux dont personne ne veut. Quand ils peuvent encore rester sur le « sol français ». D'expulsions en « reconduites à la frontière », les travailleurs étrangers représentent à cet égard une sorte de paradigme de l'appropriation interdite : pour certains d'entre eux, habiter en France n'a jamais pu être synonyme d'avoir un chez soi, au point que l'on puisse lire l'article d'Abdelmalek Sayad sur « les foyers de sans famille » comme une définition par la négative des formes d'appropriation « existentielle » de l'espace (Sayad, 1980).
- 16 Tout cela pousse à conclure que l'appropriation juridique (ou juridiquement garantie) de la Terre et de ses ressources est un enjeu majeur des luttes contemporaines. Avant de contribuer à « l'être » des individus et des collectivités, elle conditionne leur existence même. Certes, en instituant cette division sociale majeure entre propriétaires et non-propriétaires « des moyens d'existence » (Mésini, 2002), l'appropriation contribue à l'être des premiers... et donc au « non-être », à l'indignité sociale des seconds, des « sans » comme ils tendent à s'appeler eux-mêmes. Mais c'est que *tout se passe comme si* la société tout entière était fondée sur la valorisation de l'être (social) par l'avoir, un avoir exclusif et privatif, moyen devenu fin, d'une accumulation sans fin ni finalité. Et rien ne dit que c'est inéluctable. Non seulement parce que, en pratique, les mouvements sociaux, et notamment les « altermondialistes », cherchent précisément à changer cette situation. Mais aussi parce que, d'un point de vue théorique, tout pousse à se méfier des phraséologies essentialistes qui entérinent (et donc légitiment) ce qu'elles prétendent décrire : une inégalité de statut, de conditions de vie voire de droit à l'existence, fondée sur la propriété privée.

L'appropriation de l'espace dans les répertoires d'actions collectives

- 17 La question de l'appropriation de l'espace ne se pose pas qu'en terme d'enjeu ou de revendication. L'espace n'est pas un objet extérieur à la contestation. Les mouvements sociaux doivent bien avoir lieu quelque part pour faire l'événement, si ce n'est l'Histoire... Il y a donc un intérêt heuristique à prendre les expressions « mouvement social » ou « mobilisation collective » au pied de la lettre car elles désignent aussi, ou avant tout, une mise en mouvement des corps « rebelles ». La première chose à faire est donc de (re)donner leur dimension matérielle (physique) à l'action collective et au conflit social, en même temps que leur caractère de pratique, d'expérience (au double sens de vécu et d'expérimentation), et ceci à partir d'une double proposition : il n'y a rien qui ne se passe hors de l'espace matériel (physique) et rien qui ne passe par les corps. Or, tous les espaces ne se valent pas, ne sont pas également accessibles, toutes les

pratiques (qu'on pourrait dire « spatiales » mais elles le sont toutes) ne sont pas également efficaces ou légitimes, etc.

- 18 Quelle est donc, de ce point de vue, la dimension spatiale des actions collectives et de leurs conditions de possibilité, et plus précisément, qu'est-ce qui ressort de leur rencontre avec l'appropriation de l'espace ? Très logiquement, le répertoire d'actions des mouvements présentés plus haut est nettement dominé par des formes d'appropriation collective de l'espace, à la fois matérielles et symboliques : que ce soit l'invasion des terres par les paysans démunis, la réquisition et l'occupation de logements vides (« squats ») ou le campement illégal dans l'espace public. Pour des raisons d'urgence matérielle notamment, on peut dire que certaines actions se confondent avec leur objectif, les moyens avec la fin. Mais qu'en est-il des autres mobilisations, portant sur d'autres enjeux, non directement liés à l'appropriation de la surface terrestre (chômage, finances, etc.) ? Ces actions sont-elles des formes d'appropriation ? Pour répondre à ces questions, encore faut-il savoir ce que l'on entend par « appropriation », si l'on met à part la propriété juridique (ou « appropriation formelle »). Un regard rapide sur les usages de l'expression en sciences sociales, ainsi qu'une réflexion personnelle, invitent à dégager plusieurs faisceaux de sens qui ouvrent chacun sur des questionnements spécifiques des actions observées⁹.

Occupation exclusive et contrôle de l'espace

- 19 L'un des usages les plus répandus de l'expression est sans doute à chercher du côté du couple exclusivité/privation. Si l'appropriation semble d'abord exprimer un rapport aux « choses » ou « biens » matériels concernés, c'est en fait, inséparablement, un rapport social : tout comme les droits de propriété, la notion exprime avant tout le fait de se réserver tel ou tel usage d'un bien (sa consommation, sa perception, sa vente, etc.) et donc d'en priver les autres, qu'elles qu'en soient les raisons ou modalités. À l'occupation nécessairement exclusive de l'espace (quand il n'y pas de place pour tout le monde), il faut bien sûr ajouter le *contrôle matériel* (quand un agent individuel ou collectif en limite ou interdit matériellement l'accès aux autres). Cet angle de l'appropriation (matérielle) ne peut qu'être familier aux protagonistes des conflits sociaux pour lesquels l'espace est souvent l'objet de rapports de force parfois « sanglants » entre contestataires et contestés (et/ou forces de l'ordre). Mais peut-on dire que les actions collectives sont des formes d'appropriation de l'espace ?
- 20 Que ce soit un objectif ou pas, les simples rassemblements rendent souvent impossibles tout accès ou toute autre pratique de l'espace public investi. C'est un fait d'expérience bien connu : même si les manifestations de rue voire les « barrages » routiers fonctionnent plus souvent comme des filtres que comme des barrières parfaitement étanches, ils ne sont pas sans conséquences sur la circulation des autres usagers. En face, les forces de l'ordre transformées en « cordon sanitaire » ont très souvent comme mission d'interdire le passage et l'accès aux zones considérées comme « sensibles ». Et elles y parviennent souvent de façon beaucoup plus stricte¹⁰. Bref, les batailles de rue et pour la rue restent un aspect tactique important des conflits sociaux, y compris dans les démocraties où la « prise du palais » n'est plus un objectif (pour beaucoup en tous cas). Mais même dans un pays démocratique comme la France, le « droit à la rue » pour les groupes contestataires – ou autres déviants considérés comme perturbateurs, par exemple les jeunes des nouvelles « classes (considérées comme) dangereuses » – est

sans doute l'un des plus fragiles qui soient (Collectif contre la répression, 2000 ; Hubrecht, 1990 ; Langlois, 1979).

- 21 Plus directement concernées encore sont les actions dites d'« occupation ». En général, elles n'ont pas lieu dans l'espace public mais dans des locaux de bâtiments (publics ou privés) attribués à une activité qu'il s'agit de contrarier. Historiquement, ces formes d'action sont apparues dans les luttes ouvrières (notamment en 1936 en France) : les grévistes occupaient l'usine où ils travaillaient pour l'empêcher de fonctionner (et protéger le matériel) ; des « piquets de grèves » étaient installés devant chaque entrée pour interdire l'accès aux non grévistes (et aux éventuels casseurs ou voleurs). S'ils ne s'appropriaient pas les moyens de production, les ouvriers se rendaient bel et bien maîtres de l'usine pendant quelques temps. Ces formes d'action se sont ensuite diffusées dans d'autres catégories ou groupes sociaux, tels les étudiants de mai 1968 qui ont occupé « leurs » universités. Pour beaucoup de mouvements actuels, le lieu occupé n'est plus celui où les contestataires sont en activité, mais un local administratif : c'est que l'État est la cible essentielle, soit comme adversaire, soit comme arbitre du conflit¹¹. De plus en plus souvent, l'occupation est qualifiée de « symbolique » par les militants : l'enjeu est dans l'interpellation de l'adversaire, du pouvoir politique (parfois confondus) et de « l'opinion publique ». Il s'agit de créer l'événement pour faire passer un message. Mais cela ne veut pas dire qu'ils ne sont pas présents sur place, qu'ils ne perturbent pas l'activité localisée, qu'ils n'interdisent pas éventuellement l'accès des lieux, et qu'ils ne se font pas évacuer par les forces de l'ordre ! Symbolique ou pas, on peut donc tout de même parler d'appropriation matérielle dans ce type de situation. Cela dit, ces formes d'appropriation restent précaires et ponctuelles : elles ne peuvent que disparaître quand les corps se dispersent.

Détournement et usage autonome

- 22 Tout aussi provisoires sont les formes de *détournement* ou d'*usage autonome*, un autre faisceau de sens de l'appropriation de l'espace particulièrement répandu. En tant que pratique alternative à un ordre socio-spatial donné, tout détournement de l'espace, surtout s'il est collectif et non institutionnalisé, tend à être (et à être considéré comme) une action contestataire ou subversive (Corbin *et al.*, 1994). Réciproquement, en tant qu'occupation d'un espace voué à la circulation (piétonne ou motorisée), on peut considérer les actions de rue comme des formes de détournement (de fait ou volontaire). *A fortiori*, les occupations en relèvent elles aussi très souvent, ne serait-ce que parce qu'elles sont perturbatrices des activités « normales ». Mais si le terme est pertinent, c'est surtout que ces actions contestataires sont l'occasion de pratiques inhabituelles, extra-ordinaires au sens propre : discussions politiques, assemblées générales, préparation de matériel militant, repas et repos collectifs, fêtes ou grèves de la faim, etc.
- 23 Pour tout dire, le détournement est une pratique courante et nécessaire chaque fois qu'il n'existe pas de lieu spécialement prévu pour une activité militante et politique libre de s'y dérouler à sa guise et gratuitement. À cet égard, l'*agora* est paradoxalement la grande absente (relative) de l'organisation spatiale de la « cité », y compris dans les sociétés démocratiques. Si le « droit à la rue » n'est pas un acquis sûr et établi, si c'est une conquête dont la légitimité et la légalité sont toujours susceptibles d'être remises en question (ce qui est régulièrement le cas), c'est au nom des désordres sociaux que

cela peut occasionner : tout rassemblement collectif dans l'espace public est toujours susceptible d'être considéré comme « trouble à l'ordre public ». La manifestation n'a pu être tolérée en France que conditionnée par une autorisation préalable de la préfecture¹² et par des formes d'auto-encadrement : c'est la naissance du service d'ordre issu des propres rangs des manifestants (Cardon et Heurtin, 1990). Il fallait donc des organisateurs identifiés, devant faire la preuve de leur capacité à maîtriser leurs troupes et empêcher tout débordement plus ou moins spontané. Partout, la liberté de manifester, toute relative, ne peut être qu'étroitement cadrée et surveillée. C'est un ensemble de raisons pour lesquelles il est souvent délicat de parler d'usage autonome, même quand les contestataires contrôlent matériellement l'espace (ce qui en est souvent une condition) et le détournent de son usage.

- 24 Certes, depuis longtemps en France, les demandes d'autorisation ne sont plus systématiquement effectuées par les organisateurs, notamment pour les petites actions ou les actions hors de Paris, parce que les forces de l'ordre sont de toute façon au courant, ou parce qu'il s'agit au contraire d'une opération secrète, ou pour toute autre raison d'ailleurs. Plus encore, avec et depuis mai 68 et l'idée de « contre-culture », des pratiques définies comme alternatives, même si elles ne sont pas revendicatives (squats, fêtes, etc.), prennent souvent le détournement et l'usage autonome comme horizon. Et parfois explicitement comme avec les TAZ (zones autonomes temporaires), théorisées par l'anarchiste Hakim Bey (1997), et/ou les répertoires d'actions de plusieurs groupes importants des mouvements « altermondialistes » comme « *Reclaim the Streets* » (Grande-Bretagne), « *Jobs with Justice* » (États-Unis), ou les « *Black Blocks* » (Aguiton, 2001 ; Losson et Quinio, 2002 ; Starhawk, 2003). Mais il est difficile d'interpréter ces pratiques : réussissent-elles dans leur volonté de libération, même temporaire, ou sont-elles des symptômes de l'aliénation qu'elles dénoncent ? Ce qui est sûr, c'est que l'autonomie individuelle, si elle est possible, n'est ici permise que collectivement conquise.

Avoir des lieux à soi : une ressource pour les groupes contestataires

- 25 Néanmoins, il est vrai que ces espaces d'éventuelle autonomie relative peuvent dépasser le temps d'une action ponctuelle. La vie d'un collectif ne se réduit pas à l'action revendicative. Une grande part de son activité « quotidienne » est faite de rencontres et réunions : fonctionnelles ou conviviales, internes (générales ou réduites) ou publiques, seul ou avec d'autres collectifs... Difficile d'imaginer de tout faire en plein air ou chez un particulier (même si cela arrive parfois). Pour mener certaines de ces réunions, mais aussi confectionner et entreposer du matériel commun, ou encore faire des « permanences » (c'est-à-dire s'ouvrir sur l'extérieur, être facilement contacté par n'importe qui, en face à face), il est plus que pratique d'avoir un local, une salle propre au collectif. Or, pour des raisons non seulement infrastructurelles mais aussi économiques et politiques (municipalité hostile), il est parfois très difficile de faire ces indispensables rencontres, d'accéder au centre ville ou aux plus grandes salles, d'avoir un simple local à peu de frais. Ainsi, ce lieu n'est pas toujours légal ou institutionnalisé : lors de l'occupation du 7 rue du Dragon, les associations de sans-logis décidèrent d'ouvrir une « maison de la solidarité » accueillant de nombreuses autres organisations pour des permanences et des rencontres ; le relogement (et donc la victoire) les obligera à chercher un autre lieu ; ce sera la « maison des ensembles », créée suite à

l'occupation d'un nouvel immeuble du 12^e arrondissement. Les lieux ouverts par la lutte sont souvent les plus collectifs, ils sont aussi les plus précaires.

- 26 Avoir un lieu à soi, une salle accessible, pour un collectif, c'est donc pouvoir s'en servir de façon relativement autonome, c'est-à-dire de la façon que l'on veut, avec qui on veut, mais aussi au moment où l'on veut. C'est ne pas être obligé de demander une autorisation avant chaque usage, ou de réserver plus ou moins longtemps à l'avance. C'est être sûr de pouvoir s'en servir au moment voulu et donc avoir une certaine rapidité de réaction par rapport aux événements non anticipés. Avoir ses propres lieux, c'est avoir une certaine maîtrise de son rythme d'usage et donc de son propre temps. D'un point de vue symbolique, c'est aussi exister de façon à la fois plus matérielle et légitime, c'est se faire sa place dans un espace social (sinon avoir « pignon sur rue »). Et l'on sait que la place occupée donne souvent une idée de la position dans les hiérarchies sociales. Pour autant, être présent au centre n'est pas toujours le plus pertinent, ou ne l'est pas à tous les points de vue : tout dépend de qui l'on se veut proche, qui l'on veut rencontrer et représenter, car tout le monde ne pratique pas les « centres » (centre ville, universités, etc.) et ceux-ci peuvent même être de véritables « repoussoirs symboliques ».

L'auto-attribution identitaire de l'espace : la dimension spatiale du capital symbolique ?

- 27 On touche ici à une autre forme d'appropriation pouvant dépasser le cadre temporel d'une action ponctuelle. On ne peut nier l'importance, peut-être même grandissante, ni des actions purement symboliques (Champagne, 1990), ni des conditions symboliques dans lesquelles se déroule toute action contestataire, ni de leur dimension spatiale. Les actions *a priori* les plus instrumentales doivent toujours exprimer quelque chose, sur le monde et le mouvement qui les portent. Selon Danielle Tartakowsky (et Louis Marin qu'elle cite), en ce qu'elle relève de la symbolique, la manifestation « noue avec l'espace et le temps des rapports qui lui *interdisent* de se déployer en des lieux ou en des dates indifférenciés. [...] Cette forme d'expression et d'action se déroulant au travers de cette *histoire cristallisée* qu'est toute ville doit être ainsi comprise pour un langage complexe et codé (rendant tout mot d'ordre explicite, possible mais redondant). Elle *construit son espace* en s'inscrivant, selon les termes du sémiologue Louis Marin, dans des parcours qui "réactualisent un mythe ou peut-être plus précisément récitent un récit ou inscrivent un texte dont ils donnent à lire la légende". » (Tartakowsky, 1997, c'est moi qui souligne). Cela dit, du point de vue du symbolique, à partir de quand peut-on parler d'appropriation de l'espace ? Suffit-il d'occuper et même de marquer symboliquement un espace pour se l'approprier ?
- 28 On pourrait considérer qu'il y a processus/stratégie d'appropriation « symbolique » ou « identitaire¹³ » de l'espace par un individu ou un groupe quand ses pratiques sociales (marquage, discours, etc.) concourent/visent à la *construction et la reconnaissance sociales d'une relation d'association durable, tendant à l'exclusivité et généralement valorisante avec une portion de la surface terrestre*. Autrement dit, s'approprier un espace, ce serait ici l'intégrer comme *nouvel attribut identitaire* pouvant être utilisé comme ressource ou capital symbolique (Bourdieu, 1997 ; Ripoll et Veschambre, à paraître)¹⁴. Sous cet angle, il existe logiquement deux modes d'appropriation symbolique-identitaire de l'espace : l'intégration d'un lieu symbolique déjà existant dans l'identité du groupe (haut lieu,

lieu de mémoire, etc.) ; ou la production par le groupe lui-même d'un nouveau lieu symbolique qui lui soit immédiatement attribué¹⁵. Chaque mode semble avoir ses intérêts mais aussi ses difficultés propres. Pour s'approprier un lieu symbolique (ou lieu-symbole) existant, et donc généralement déjà approprié, on peut se présenter comme « ayant droit » ou « héritier », bref comme membre du groupe qui en est ou en fut le « fondateur » ou « détenteur ». Il s'agit alors de s'inscrire dans une filiation et une tradition, d'activer (reconstruire) une « mémoire collective » des luttes passées. Ceci implique soit de se plier à certaines règles et valeurs reconnues (même réinterprétées), soit d'entrer en conflits avec les éventuels héritiers concurrents : chacun revendique alors une légitimité exclusive et dénonce toute autre stratégie d'appropriation comme usurpatrice. L'autre possibilité est de créer *ex nihilo* un nouveau lieu-symbole. Mais, hypothèse à vérifier, cette production d'un nouvel attribut est d'autant plus difficile à maîtriser que la charge symbolique est importante : l'emblème le plus fort et légitime ne se produit qu'avec un événement majeur, historique, fondateur, qu'un groupe peut difficilement réaliser seul. Difficile dans ces conditions d'en réclamer le monopole ou d'en tirer des profits distinctifs (même s'il est plus facile d'en exclure les indésirables). Autre difficulté potentielle : s'il semble logique de tenter de créer un nouveau lieu-symbole dans un espace « vierge » de tout marquage, l'événement gagne en force symbolique dans les lieux centraux ou déjà emblématiques ; mais ceux-ci sont précisément les plus chargés (parfois jusqu'à saturation), ce qui ne facilite pas une création clairement distincte.

- 29 Ainsi, par un drôle de paradoxe, le Larzac, périphérie des périphéries, en est arrivé à concurrencer Paris comme capitale (française) du mouvement « altermondialiste ». Haut-lieu valorisé par plusieurs mobilisations très importantes qui ont surpris jusqu'à leurs organisateurs, le Larzac est aussi un lieu de production, de valorisation et d'unification de ce mouvement. Lieu de mémoire, héritage symbolique des années 1970 qui tend à inscrire le mouvement dans cette filiation, c'est aussi un lieu de rencontres concrètes et de socialisation militante, donc de transmission plus ou moins réussie des pratiques et valeurs d'une génération. Par son importance même, le Larzac devient une ressource et un enjeu des rapports de pouvoir entre tous les protagonistes (contestataires ou non, membres ou non d'une organisation) qui participent à la définition des formes mais aussi des frontières légitimes du mouvement « altermondialiste », des identités militantes qu'il invente, s'approprie ou rejette comme inacceptables. Le démontage du stand du Parti socialiste lors du rassemblement de l'été 2003 (opération revendiquée notamment par des militants de « No vox », collectif issu d'une convergence de « sans ») mais aussi les débats qu'il a entraînés, montrent bien que l'appropriation identitaire est un enjeu très important qui participe à la fois à la construction du mouvement social, à sa légitimation et aux significations qu'il porte.
- 30 On voit tout l'intérêt qu'il y a... à ne pas conclure mais au contraire à développer, complexifier, nuancer ces premières analyses trop sommaires à bien des égards. Cela dit, ces réflexions sur les formes d'appropriation de l'espace, ses enjeux et conditions de possibilité, suffisent à souligner les divisions, les rapports de force voire les conflits qui traversent les sociétés, mais aussi les mouvements sociaux qui en contestent l'ordre établi. Ce faisant et par leur complexité, elles montrent toute la méfiance qu'il faut avoir envers les « rhétoriques holistes », les discours globalisant et fonctionnalistes sur les sociétés s'appropriant « leur » territoire (Ripoll et Veschambre, 2002).

BIBLIOGRAPHIE

- AGUITON (C.), 2001. – *Le monde nous appartient*, Paris, Plon, 251 p.
- ANDRÉANI (T.), BARON (A.), CLAIR (L.), LE PORS (A.), ROVÈRE (M.), SALESSE (Y.), 2002. – *L'appropriation sociale*, Paris, Syllepse, coll. « Les Notes de la Fondation Copernic », 126 p.
- ATTAC, 2000. – *Tout sur Attac*, Paris, Mille et Une Nuits, coll. « Les petits livres », 127 p.
- BASCHET (J.), 2002. – *L'étincelle zapatiste. Insurrection indienne et résistance planétaire*, Paris, Denoël, 286 p.
- BEAUD (M.), 1990. – *Histoire du capitalisme de 1500 à nos jours*, Paris, Seuil, 383 p.
- BEAUD (M.), DOLLFUS (O.), GRATALOUP (C.), HUGON (P.), KÉBABDJAN (G.), LÉVY (J.), 1999. – *Mondialisation. Les mots et les choses*, GEMDEV – Groupe mondialisation, Paris, Karthala, 358 p.
- BEY (H.), 1997. – *TAZ. Zone autonome temporaire*, Paris, Éditions de l'éclat [<http://www.lyber-eclat.net/lyber/taz.html>].
- BOVÉ (J.) (avec la collab. de Gilles Luneau), 2002. – *Paysans du monde*, Paris, Fayard, 475 p.
- BOVÉ (J.), DUFOUR (F.), 2001. – *Le monde n'est pas une marchandise. Des paysans contre la malbouffe*, entretiens avec Gilles Luneau, Paris, La Découverte, 340 p.
- BOURDIEU (P.), 1993. – « Effets de lieu », dans BOURDIEU (Pierre) (dir.), *La Misère du monde*, Paris, Seuil, p. 159-167.
- , 1997. – *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 318 p.
- BRUNET (R.), FERRAS (R.), THÉRY (H.) (dir.), 1993. – *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*, Paris, Reclus/La Documentation française, 518 p.
- CARDON (D.), HEURTIN (J.-P.), 1990. – « “Tenir les rangs”. Les services d'encadrement des manifestations ouvrières (1909-1936) », dans FAVRE (Pierre) (dir.), *La Manifestation*, Paris, Presses de la FNSP, p. 123-155.
- CARROUÉ (L.), 2004. – *Géographie de la mondialisation*, Paris, A. Colin, coll. « U Géographie », 256 p.
- CASSEN (B.), HOANG-NGOC (L.), IMBERT (P.-A.) (coord.), 1999. – *Contre la dictature des marchés*, Paris, La Dispute/Syllepse/VO, 155 p.
- CASTEL (R.), 1995. – *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Gallimard, coll. « Folio-essais », 813 p.
- CASTEL (R.), HAROCHE (C.), 2001. – *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretiens sur la construction de l'individu moderne*, Paris, Fayard, 215 p.
- CASTELLS (M.), 1975. – *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, Maspéro, 123 p.
- CASTORIADIS (C.), 1973. – *La Société bureaucratique, 1 : Les rapports de production en Russie*, Paris, UGE, 317 p.
- , 1999. – *L'Institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 541 p.
- CHAMPAGNE (P.), 1990. – « La manifestation comme action symbolique », dans FAVRE (Pierre) (dir.), *La Manifestation*, Paris, Presses de la FNSP, p. 329-356.

- CHANIAL (P.), 2000. – « Solidaires ou citoyens ? Jean Jaurès et les équivoques de la propriété sociale », *Mana*, n° 7 : « France/Brésil. Politiques de la question sociale », premier semestre, p. 45-70.
- CHAUVIÈRE (M.), DURIEZ (B.), 1995. – « Droit au logement contre droit de propriété. Les squatters dans la crise du logement », *Annales de la recherche urbaine*, n° 66 : « Régularisations de propriétés », mars, p. 88-95.
- CHESNAIS (F.), DUMÉNIL (G.), LÉVY (D.), WALLERSTEIN (I.), 2001. – *Une nouvelle phase du capitalisme ?*, Paris, Syllepse, 125 p.
- CLERC (D.), 2004. – *Déchiffrer l'économie*, Paris, La Découverte, coll. « Poche Essais », 414 p.
- COLLECTIF (en collaboration avec ATTAC et l'AITEC), 2000. – *FMI : les peuples entrent en résistance. Témoignages de Colombie, Afrique du Sud, Île Maurice, Brésil, Corée du Sud, Algérie*, introduction d'Éric Toussaint, Genève, CETIM, 144 p.
- COLLECTIF CONTRE LA RÉPRESSION, 2000. – *Répressions. La cagnotte et le bâton*, Paris, L'Esprit frappeur, 157 p.
- ContreTemps*, 2001. – n° 2 : « Seattle, Porto Alegre, Gênes. Mondialisation capitaliste et dominations impérialistes », septembre, Paris, Textuel, 186 p.
- ContreTemps*, 2002. – n° 5 : « Propriétés et pouvoirs », septembre, Paris, Textuel, 199 p.
- CORBIN (A.), GÉRÔME (N.), TARTAKOWSKY (D.) (dir.), 1994. – *Les Usages politiques des fêtes aux XIX^e-XX^e siècles*, Actes du colloque de Paris des 22-23 novembre 1990, Paris, Publications de la Sorbonne, 440 p.
- CRETTEZ (X.), SOMMIER (I.) (dir.), 2002. – *La France rebelle*, Paris, Michalon, 569 p.
- DA SILVA (A. A.), 2000. – « Reconnaissance d'un problème public, conquête d'un droit social ? Le mouvement des "sans toit" dans les villes brésiliennes », *Mana*, n° 7 : « France/Brésil. Politiques de la question sociale », premier semestre, p. 111-130.
- DEBARBIEUX (B.), 1995. – « Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique », *L'Espace géographique*, n° 2, p. 97-112.
- DEBARBIEUX (B.), 1996. – « Le lieu, fragment et symbole du territoire », *Espaces et Sociétés*, n° 82-83, p. 13-35.
- DUBET (F.), 1992. – « Comment devient-on ouvrier ? », *Autrement*, n° 126 : « Ouvriers, ouvrières. Un continent morcelé et silencieux », janvier, p. 136-145.
- DUCLOS (N.), 2002. – « La rébellion paysanne », dans CRETTEZ (Xavier), SOMMIER (Isabelle) (dir.), *La France rebelle*, Paris, Michalon, p. 121-148.
- ÉLIAS (N.), 1990. – *La Dynamique de l'Occident*, traduit de l'allemand par Pierre Kamnitzer, Paris, Presses Pocket, 320 p.
- ESO. Travaux et documents de l'UMR 6590, 2004. – séminaires « Appropriation » et « Habitat et stratégies résidentielles », n° 21, mars, Nantes, 158 p.
- FILLIEULE (O.), PÉCHU (C.), 1993. – *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris, L'Harmattan, 221 p.
- FRÉMONT (A.), CHEVALIER (J.), HÉRIN (R.), RENARD (J.), 1984. – *Géographie sociale*, Paris, Masson, 381 p.

- HARVARD-DUCLOS (B.), 2000. – « Action militante et question sociale : le mouvement « Droit au logement » en France dans les années quatre-vingt-dix », *Mana*, n° 7 : « France/Brésil. Politiques de la question sociale », premier semestre, p. 131-148.
- HOBBSBAWM (É. J.), 1999. – *L'âge des extrêmes. Le Court Vingtième Siècle. 1914-1991*, Bruxelles, Complexe, 810 p.
- HUBRECHT (H. G.), 1990. – « Le droit français de la manifestation », dans FAVRE (Pierre) (dir.), *La Manifestation*, Paris, Presses de la FNSP, p. 181-206.
- LACOSTE (Y.), 1976. – *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*, Paris, Maspéro, 190 p.
- LABARDE (P.), MARIS (B.), 2000. – *La Bourse ou la vie. La grande manipulation des petits actionnaires*, Paris, Albain Michel, 189 p.
- LANGLOIS (D.), 1979. – *Nouveau guide du militant*, Paris, Seuil, 316 p.
- LATOUCHE (S.), 2004. – *Survivre au développement. De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*, Paris, Mille et une nuits, coll. « Les Petits Libres », 127 p.
- LÉVY (J.), 1996. – *Le Monde pour Cité*, débat avec Alfredo Valladao, Paris, Hachette, 143 p.
- LOSSON (C.), QUINIO (P.), 2002. – *Génération Seattle. Les rebelles de la mondialisation*, Paris, Grasset, 316 p.
- MARIS (B.), 2003. – *Antimanuel d'économie*, Bréal, Rosny, 358 p.
- MARX (K.), 2001. – *L'expropriation originelle*, traduit de l'allemand par Jean-Pierre Lefebvre, présentation de George Labica, Paris, Les Nuits rouges, 118 p.
- MÉSINI (B.), 2002. – « Une terre, un toit : une lutte planétaire. Appropriation des moyens d'existence dans les villes et les campagnes », *ContreTemps*, n° 5 : « Propriétés et pouvoirs », septembre, p. 61-72.
- Mouvements, 2003. – n° 25, Dossier : « Seattle, Florence, Porto Alegre. L'autre mondialisation », janvier-février, Paris, La Découverte, 176 p.
- Mouvements, Transversales science/culture (dir.), 2003. – *Où va le mouvement altermondialisation ?... et autres questions pour comprendre son histoire, ses débats, ses stratégies, ses divergences*, Paris, La Découverte, 127 p.
- NEVEU (É.), 2002. – *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 125 p.
- NOIRIEL (G.), 1986. – *Les ouvriers dans la société française XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 320 p.
- ORY (P.) (dir.), 2000. – *Nouvelle histoire des idées politiques*, postface de René Rémond, Paris, Hachette, 832 p.
- PASSET (R.), 2000. – *L'illusion néo-libérale*, Paris, Fayard, 287 p.
- PÉCHU (C.), 2002. – « Les "sans-logis" », dans CRETTEZ (Xavier), SOMMIER (Isabelle) (dir.), *La France rebelle*, Paris, Michalon, p. 281-301.
- PETRELLA (R.), 1997. – *Le bien commun. Éloge de la solidarité*, Lausanne, Page deux, 117 p.
- PLIHON (D.), 2001. – *Le Nouveau capitalisme*, Paris, Flammarion, coll. « Dominos », 128 p.
- RIPOLL (F.), 2001. – « Lieu(x) et action collective. Éléments de discussion, ébauche de problématique », *Eso. Travaux et documents de l'UMR 6590*, n° 16, Dossier : séminaires « Lieu(x) » et « Comparer », octobre, Nantes, p. 23-39.

- RIPOLL (F.), 2004. – « L'appropriation de l'espace au regard des "mouvements sociaux" contemporains : quelques éléments de réflexion sur les enjeux, modalités et ressources de l'action », *Eso. Travaux et documents de l'UMR 6590*, n° 21 : Séminaires « Appropriation » et « Habitat et stratégies résidentielles », mars, Nantes, p. 45-50.
- RIPOLL (F.), VESCHAMBRE (V.), 2002. – « Face à l'hégémonie du territoire : éléments pour une réflexion critique », dans JEAN (Yves), CALENGE (Christian) (dir.), *Lire les territoires*, Tours, Publications de la MSH, n° 3, p. 261-288.
- RIPOLL (F.), VESCHAMBRE (V.), (à paraître). – « Sur la dimension spatiale des inégalités : contribution aux débats sur la "mobilité" et le "capital spatial" », dans JEAN (Yves), ARLAUD (Samuel), ROYLOUX (Dominique) (dir.), *Rural-urbain : nouveaux liens, nouvelles frontières*, Rennes, PUR.
- SAYAD (A.), 1980. – « Le foyer des sans-famille », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 32-32 : « Paternalisme et maternage », avril-juin, p. 89-103.
- SOMMIER (I.), 2003. – *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 342 p.
- STARHAWK, 2003. – *Parcours d'une altermondialiste. De Seattle aux Twin Towers*, traduit de l'anglais par Isabelle Stengers et Édith Rubinstein, Présentation d'Isabelle Stengers, Paris, Les Empêcheurs de tourner en rond/Le Seuil, 188 p.
- STIGLITZ (J. E.), 2002. – *La grande désillusion*, traduit de l'anglais américain par Paul Chemla, Paris, Fayard, 325 p.
- TILLY (C.), 1986. – *La France conteste. De 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 622 p.
- TOURAINÉ (A.), 1978. – *La Voix et le regard. Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, Seuil/Le Livre de Poche, coll. « Biblio essais », 318 p.
- ZIEGLER (J.), 2002. – *Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent*, Paris, Fayard, 364 p.

NOTES

1. Ce texte fait suite à quelques premières réflexions présentées dans les *Travaux et documents de l'UMR CNRS ESO* (Ripoll, 2001, 2004) et s'appuie sur une thèse en cours sur *La dimension spatiale de l'action collective et des mouvements sociaux*.
2. Voir, parmi tant d'autres, M. Beaud *et al.* (1999), M. Chesnais *et al.* (2001), D. Clerc (2004), L. Carroué (2004), B. Marris (2000, avec P. Labarde ; 2003), mais aussi le premier ouvrage collectif lancé par Attac (Cassen *et al.*, 1999), ceux de R. Passet (2000) et D. Plihon (2001), économistes, respectivement ancien et nouveau président du conseil scientifique d'Attac, ou encore de J. Stiglitz (2002), prix Nobel d'économie, ancien conseiller de Bill Clinton, et surtout démissionnaire de son poste de vice-président et d'économiste en chef de la Banque mondiale.
3. La vente des biens nationaux organisée par la Révolution va précisément augmenter les possibilités d'acquérir un lopin de terre : « Certes, pour une bonne part, ce sont la noblesse et la grande bourgeoisie qui ont acquis ces terres. Néanmoins, la petite et moyenne paysannerie, voire le prolétariat rural des journaliers, ont pu se rendre maîtres d'une partie de ces biens fonciers. Parcelles souvent minuscules face aux grands domaines, mais qui ont permis souvent aux plus pauvres de disposer d'une base élémentaire pour éviter, au prix de mille efforts, l'exode rural [...]. Partout, les petites économies faites grâce à l'industrie rurale sont aussitôt investies dans l'achat de terres. » (Noiriel, 1986).

4. Alexis de Tocqueville, « De la classe moyenne et du Peuple » (1847), dans *Œuvres I*, La Pléiade, Gallimard, 1991, p. 1323-1324 – cité par P. Chanial (2000).
5. Parmi de nombreux ouvrages, voir T. Andréani et al. (1999), R. Petrella (1997), J. Ziegler (2002). Voir aussi les revues *Mouvements*, *ContreTemps*, *Transversales*, *Revue du MAUSS*.
6. Chico Vicente, géographe, président de la CUT/RS (Centrale unique des travailleurs/Rio Grande do Sul), militant d'ATTAC Brésil (Collectif, 2000). Pour un historique des mouvements populaires au Brésil, voir Da Silva (2000).
7. Entretien avec François Dufour, « un des fondateurs et une des principales figures de la Confédération paysanne et de l'Internationale Via Campesina », également vice-président d'ATTAC (*Mouvements*, 2003). Via Campesina rassemble près d'une centaine d'organisations d'environ 80 pays et plusieurs dizaines de millions de paysans (dont 10 millions rien qu'avec le KRRS indien).
8. C'est en fait une ordonnance du 11 octobre 1945 permettant au préfet de réquisitionner « les logements publics ou privés, les résidences secondaires ou principales et les locaux professionnels inoccupés depuis plus de six mois [...] ». L'arrêté est pris pour un an, renouvelable quatre fois » (Péchu, 2002).
9. Les propos se fondent sur une enquête de terrain de longue durée (observations *in situ*, participante, documentaire). Si on en reste ici à une démarche analytique, il faudra bien articuler ces éléments qui ne sont, bien évidemment, jamais séparés dans la réalité. On a aussi, pour des raisons de place, fait l'impasse sur les usages plus « psychologiques » (cognitifs, affectifs, etc.) du terme appropriation dont certains sont fondamentaux.
10. Les gaz lacrymogènes sont particulièrement bien adaptés pour repousser les manifestants, les maintenir à distance et les disperser : en changeant les propriétés écologiques du milieu (ici en rendant l'air irrespirable), ils rendent l'espace quasiment inaccessible et impraticable.
11. Parfois aussi, le groupe n'a tout simplement pas de lieu d'activité socialement reconnue comme telle : chômeurs, précaires, etc., ont ainsi surtout occupé les lieux de leur « traitement social » (ANPE, antennes ASSEDIC, etc.).
12. Obligation de donner aux autorités les noms des organisateurs, les horaires et lieux de rassemblement, le trajet du défilé, etc.
13. On aurait volontiers utilisé l'expression « appropriation symbolique » mais ce serait risquer de confondre cette modalité avec d'autres usages, notamment la symbolisation de la possession, représentation (sur le mode théâtral) simulant une appropriation fictive, ou exprimant une appropriation réelle mais existant en dehors d'elle.
14. L'appropriation est donc un cas particulier d'*attribution symbolique ou identitaire*. À ce cas d'auto-attribution s'oppose l'*assignation* : on peut se voir assigner par d'autres un attribut identitaire valorisant ou dévalorisant (stigmatisation), mais parler d'appropriation signifie au moins le fait de le reprendre à son compte, au mieux de participer activement à la représentation et à la définition de soi (que chacun voudrait la plus valorisante possible). Si l'intériorisation d'un stigmatisme semble pouvoir être une bonne définition de la violence symbolique (Bourdieu, 1993), il est difficile de faire cohabiter le terme d'appropriation avec l'idée d'hétéronomie ou d'aliénation (rapprochement qui s'apparente à un oxymore). Mais ce problème n'est plus seulement lexical mais théorique et pour tout dire assez épineux...
15. Si ce sont parfois les mêmes types de lieux symboliques que ceux évoqués par B. Debarbieux (1995, 1996) et s'il s'agit bien de processus métonymiques, les différences d'approches sont importantes. B. Debarbieux (1995) étudie « des lieux symboliques comme des constructions rhétoriques destinées à désigner par connotation le territoire et la collectivité qui l'érige ». Ici, il s'agit plutôt d'une partie seulement de la collectivité sociale, et même de luttes entre différentes parties de la collectivité, même si chacune d'entre elle peut *prétendre* représenter la totalité (et défendre l'intérêt général). Quant à la représentation du « territoire » de cette collectivité, c'est une préoccupation qui est loin d'être systématique, notamment pour les mouvements sociaux.

RÉSUMÉS

La géographie (même sociale) a négligé la question des mouvements sociaux, et les sciences sociales qui les étudient ont eu tendance à négliger leur dimension spatiale. L'une des façons de commencer à combler cette lacune est de chercher à déterminer la place de l'appropriation de l'espace dans les mouvements contemporains, en particulier les mouvements dits « altermondialistes ». Quelle est la place de l'appropriation de l'espace dans les enjeux et revendications explicites de ces mouvements ? Le survol de l'histoire récente montre que l'appropriation privée de l'espace matériel (comme moyen de production et de subsistance) reste au cœur du capitalisme et de sa contestation – contestation dans laquelle les mouvements de paysans ou de « sans-logis » tiennent une place importante et emblématique. Par ailleurs, l'analyse des répertoires d'actions collectives mises en œuvre par les mouvements contemporains montre que l'appropriation de l'espace, dans ses différentes acceptions matérielles et symboliques, n'est pas seulement un enjeu mais aussi une stratégie et une ressource de l'action.

Geography (even social) has neglected the issue of social movements; social sciences that study them have tended to neglect their spatial dimension. One way of starting to fill this gap is to seek to determine the significance of the appropriation of space in contemporary movements, particularly the movements known as “altermondialists”. How central is the appropriation of space in the stakes and explicit claims of these movements? A review of recent history shows that private appropriation of physical space (as means of production and subsistence) remains the very heart of Capitalism and the core of the dispute surrounding it (in which the peasant or homeless movements play a significant and emblematic role). Additionally, analyzing the repertoire of collective action implemented by the contemporary movements shows that the appropriation of space, in its various physical and symbolic meanings, not only is a stake but also a strategy and a resource for action.

INDEX

Keywords : altermondialism, appropriation of space, globalization, social conflicts, social movements

Mots-clés : altermondialisme, appropriation de l'espace, conflit social, mondialisation, mouvement social

AUTEUR

FABRICE RIPOLL

CRESO – Université de Caen, ESO, UMR 6590 – CNRS, ripoll@mrsh.unicaen.fr